

Collectif national droits de l'Homme Romeurope :

ALPIL (*Action pour l'insertion sociale par le logement*) – AMPIL (*Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement*) – ASAV (*Association pour l'accueil des voyageurs*) – ASET (*Aide à la scolarisation des enfants tsiganes*) – Association de solidarité avec les familles roumaines de Palaiseau – CIMADE (*Comité intermouvements auprès des évacués*) – CLASSES (*Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat*) – FNASAT-Gens du voyage – Hors la Rue – LDH (*Ligue des Droits de l'Homme*) – Liens Tsiganes – MDM (*Médecins du Monde*) – MRAP (*Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples*) – Mouvement catholique des gens du voyage – PARADA – PROCOM – Rencontres tsiganes – RomActions – Réseau de soutien Roms de St Etienne – Romeurope Val-de-Marne – Une famille un toit 44 – URAVIF (*Union régionale des associations voyageurs d'Ile-de-France*) Et les Comités de soutien de Montreuil, du Nord-ouest parisien, de St Michel-sur-Orge ainsi que le Collectif de soutien aux familles roms du Val d'Oise et des Yvelines, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise et le Collectif des sans papiers de Melun



Madame Michèle ALLIOT-MARIE
Ministre
Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75008 Paris

Paris, le 29 septembre 2008

Objet : Expulsion du 17 septembre des familles Roms de Palaiseau

Madame le Ministre,

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope réunit des associations et des comités locaux de soutiens qui interviennent pour favoriser l'accès aux droits fondamentaux des Roms migrants en France, et a pour objectif de lutter contre les discriminations et violations des droits de l'Homme dont ils sont victimes sur le territoire français.

A ce titre et en lien avec l'Association de solidarité avec les familles roumaines de Palaiseau, nous voulons attirer votre attention sur les faits particulièrement graves qui se sont déroulés lors de l'évacuation policière de 120 Roms du parking de Massy-Palaiseau le mercredi 17 septembre dernier.

L'expulsion des personnes qui vivaient sur ce parking relevant de l'exécution d'une décision judiciaire, nous ne pouvons que dénoncer encore l'absurdité au fond de cette mesure qui ne fait que déplacer le problème d'un site à un autre sans apporter de réponses durables à la situation de ces familles en très grande précarité dont le droit à un logement digne est une nouvelle fois bafoué.

Les témoignages, en annexe de ce courrier, démontrent ici que les initiatives de la Police nationale, sous l'autorité et la responsabilité du Préfet de l'Essonne, ont largement dépassé le cadre légal prévu pour ce type d'intervention.

Précisément, l'accompagnement forcé des familles du terrain dont elles ont été évacuées vers la gare de Massy-Palaiseau, l'encadrement policier sur les quais et dans les rames du RER, l'interdiction de descente du train aux différentes gares jusqu'à celle de Corbeil-Essonne notamment, sont totalement inacceptables.

En effet, vous ne pourrez que constater que l'on se trouve en présence d'une décision administrative qui porte une atteinte à une liberté fondamentale - en l'espèce la liberté d'aller et venir - et qui est manifestement illégale puisque ne correspondant nullement à un pouvoir dont dispose l'administration préfectorale, à savoir le bannissement d'une commune pour un groupe déterminé de personnes.

Au regard de ces éléments d'une particulière gravité, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent et de nous informer des suites que vous entendez réserver, en tant qu'autorité hiérarchique, à ces actes des autorités préfectorales de l'Essonne afin qu'ils ne demeurent pas impunis.

Nous vous informons que parallèlement à votre saisine nous avons fait saisir la Commission nationale de déontologie de la sécurité via un parlementaire de l'Essonne et interpellé le président de la SNCF sur le comportement complice de ces agents.

Vous comprendrez que nous rendons publiques toutes nos initiatives.

Nous restons à votre disposition pour toutes précisions complémentaires et nous vous prions d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour le CNDH Romeurope,

Malik Salemkour

ANNEXE 1

Témoignage d'un membre de l'Association de solidarité avec les familles roumaines de Palaiseau

Mercredi 17 septembre, expulsion des 120 Roms du parking de Massy-Palaiseau.

Nous étions une douzaine de personnes sur place (sympathisants, associations et presse) et nous nous attendions à une expulsion ordinaire. D'après la tournure qu'avait pris (SANS E) l'expulsion précédente, le schéma aurait dû être le suivant : la police repousse les Roms hors du parking ; ils s'en vont et se redéplient ailleurs dans le secteur. Cette fois il n'en était pas question et la police est allée beaucoup plus loin.

Le commandant de la police de Palaiseau avait prévenu LES ROMS plusieurs jours avant l'expulsion que la police les obligerait à prendre les trains. C'est ce qu'elle a fait.

Une cinquantaine de policiers sont arrivés en même temps que trois agents de la DDASS vers neuf heures du matin. Diligentés sur place à la dernière minute, les travailleurs sociaux ont réussi à lister en deux heures une centaine de personnes et à décider de les prendre en charge ou non en fonction de situations qu'ils ne connaissaient pas. Cette rapidité d'exécution a eu évidemment des conséquences.

Cinquante personnes (des femmes enceintes, des familles avec un enfant de moins d'un an) ont été dirigées vers la Maison des Solidarités de Palaiseau qui devait les répartir sur des hôtels pour un séjour plutôt court : cinq nuitées. Elles ont pris un minibus qui faisait la navette entre parking et MDS. Dix-sept personnes présentant des situations particulières (adultes malades, mère isolée) étaient prises en charge par le 115 de l'Essonne et devaient se rendre à Corbeil en train.

Les policiers et les CRS ont entouré ceux qui restés sur le parking n'étaient pas pris en charge par la MDS et les a contraints à se déplacer jusqu'à la gare. Les agents de la force publique ont formé un cordon serré autour du groupe en bas des escaliers, empêchant quiconque de quitter le périmètre qu'ils avaient défini. Les Roms ont commencé à protester et à résister, refusant de monter les marches pour accéder à la gare.

A la dernière minute, des erreurs de répartition de la DDASS ont été corrigées (des femmes enceintes avaient été oubliées). Un petit groupe de deux familles a été mis de côté, à l'extérieur du cordon serré.

Dans la panique et l'énerverment de la police, une jeune femme enceinte de six mois a été oubliée. « Dites-leur que s'ils ne se dépêchent pas de monter les escaliers, on va les pousser », a dit le commandant de police. Une bénévole de l'association de solidarité de Palaiseau a été chargée de les emmener à la MDS.

Les policiers ont accompagné le groupe jusqu'au quai du RER B (avec l'intention sans doute de les diriger vers Paris). Lorsqu'il a été dit aux policiers que la ligne pour Corbeil était le RER C, le groupe a été dirigé vers l'autre ligne.

Sur le quai du RER C, la police a entouré tous les membres du groupe, leur interdisant de quitter le quai, même pour acheter de la nourriture. Ils sont restés jusqu'à ce que tous les Roms soient montés dans le train, plaisantant sur certains d'entre eux, qui s'inquiétaient de voyager sans ticket. Le train a démarré. On pouvait croire que l'action s'arrêtait là. Erreur.

Lorsqu'une famille a souhaité descendre dès la première station, Longjumeau, un groupe de policiers (SANS « S'EST ») posté à la sortie du compartiment l'en a dissuadée. A la station suivante, même chose. Le groupe a donc poursuivi de gré ou de force l'itinéraire prévu jusqu'à la gare de correspondance, Juvisy. Tout le monde est alors descendu.

Sur place, un agent de la SNCF portant casquette et blouson bleu a dirigé une partie du groupe vers le train pour Corbeil. Le train est arrivé immédiatement. L'agent a alors enjoint (OU ORDONNE AUX) les personnes de monter. Paniquées, elles ont obéi. Ce faisant, il a séparé le groupe de fait car des personnes sont restées sur le quai.

Nous avons perdu en route une jeune femme et son fils de quatre ans qui devaient être hébergés par le 115 à Corbeil. La jeune femme enceinte de six mois oubliée par la DDASS courait entre deux trains, portant des ballots trop lourds pour elle. Une petite fille est tombée dans l'escalier car elle ne parvenait plus à pousser une poussette pleine de paquets devant elle.

Le petit groupe (DE PERSONNES) ayant tenté de descendre à Longjumeau a essayé de prendre le bus jusqu'à sa destination de départ. Impossible. La police LES a fait descendre du bus selon leurs témoignages et les a forCÉES à reprendre le train. Arrivés à Corbeil, nous avons attendu les personnes qui étaient restées en arrière.

Cinq agents de la police nationale étaient là, nous demandant où nous allions. L'explication était simple : 43 personnes en suivaient 17 autres qui étaient hébergées à Corbeil, simplement parce que la police refusait de les laisser s'arrêter en route... Au total 60 personnes se sont retrouvées à Corbeil-Essonne, qui n'était la destination que de quelques-uns d'entre eux.

Sous bonne escorte de la police municipale cette fois, le groupe s'est dirigé vers l'accueil du 115, où finalement seules 10 personnes ont été hébergées. Les 60 personnes se sont installées devant l'accueil de jour du 115, où elles ont été invitées à prendre un repas.

La jeune femme enceinte qui aurait dû bénéficier d'une prise en charge hôtelière par la DDASS n'a pas été mieux prise en compte à Corbeil par le 115 qu'elle ne l'avait été à Palaiseau par la MDS. Contactée par téléphone, la MDS a prétendu que la jeune femme n'était pas sur la liste, ce qui était faux. Interrogé sur la

question, le 115 n'a pas voulu lui donner les nuitées d'hôtel qui avaient été accordées à la jeune femme et son enfant dont nous avons définitivement perdu la trace. La DDASS avait refusé.

Rien ne pouvait être fait pour les cinquante personnes non listées par la DDASS le matin même.

La police qui avait accompagné le groupe jusque-là a baissé la garde et le groupe s'est éparpillé. Les familles sont reparties peu à peu vers la gare, vers les destinations qu'elles envisageaient au départ, abandonnant ça et là les lourds bagages qui commençaient à les encombrer sérieusement.

Nous sommes restés auprès d'un groupe familial de 20 personnes qui était toujours sans solution à 19h à Corbeil. La police nationale, toujours présente, nous a assuréS qu'ils ne risquaient rien à poser leur tente dans les environs, qu'on les laisserait en paix, « surtout qu'il y avait des enfants ».

A 20h, à la gare de Juvisy après les avoir quittés, nous avons entendu un agent de la SNCF avec son talkie walkie qui discutait avec un collègue ayant repéré un groupe de Roms sur la ligne du RER B. La surveillance policière continuait avec la participation très active de la SNCF.

A 22h, j'appelle le chef du groupe familial que nous avons laissé à Corbeil. Il me dit que son groupe se trouve à présent à la gare du Nord car la police les a poursuivis et leur a interdit de se poser où que ce soit.

Mieux : arrivés à la gare du Nord, ils ont été accueillis par une trentaine de policiers accompagnés de chiens. D'après le témoignage du chef de famille, les policiers les ont obligés à gravir les escaliers qui menaient au cœur de la gare et les ont accompagnés jusqu'à l'extérieur.

La famille a passé la nuit dehors dans le froid, avec trois enfants de moins de dix ans, entourée de la police, toujours présente le lendemain quand nous les avons rejoints. Très « préoccupée de leur sécurité », la police nationale nous a demandé nos papiers lorsque nous sommes arrivés sur place. Ils nous ont laissés en paix lorsque nous avons assuré que nous nous occuperions de leur déménagement.

Le groupe se trouve aujourd'hui quelque part dans la banlieue parisienne, dans un bois, à l'abri des regards, et cet endroit isolé a accueilli quelques familles supplémentaires n'ayant pas trouvé de solutions suite à l'expulsion.

ANNEXE 2

Témoignage paru sur le site « *Rue 89* » le 24 septembre 2008

« *La police, des gens expulsés et une gare, ça ne rappelle rien ?* » Par José Vieira

José Vieira est auteur de documentaires. La semaine dernière, il a proposé à Rue89 de raconter l'expulsion de Roms à laquelle il a assisté en gare de Massy-Palaiseau (dans l'Essonne, banlieue sud de Paris), le 17 septembre. Voici son récit et ses photos.



L'expulsion des Roms qui habitaient sur le parking de la gare de Massy-Palaiseau était prévue pour le 16 septembre. La préfecture, pudique, a-t-elle voulu attendre la fin du premier sommet européen sur les Roms pour déclencher son opération ? Toujours est-il que l'expulsion a lieu le lendemain, le 17 septembre 2008.



Le commandant de la police de Palaiseau avait annoncé aux Roms qui manifestaient le 15 septembre devant la sous-préfecture que le lendemain il les mettrait dans le train. « Pour aller où ? », lui demandaient les habitants du parking. L'officier de police leur rétorqua que cette question n'était pas de son ressort. Les ordres étaient formels, il devait les faire déguerpir du secteur. « Pour aller où ? », insistaient les Roms. A Bobigny, leur proposa le commandant, comme s'il faisait un bon mot.

Déjà des baraques rasées au bulldozer

Le 17 septembre, la police a encerclé le camp. La préfecture avait envoyé des agents de la DDASS chargés de recenser ceux qui pouvaient prétendre à un hébergement d'urgence. La DDASS, qui n'avait jamais mis le pied par ici pour s'inquiéter de la situation sanitaire, improvisa et cafouilla.



Quelques familles, avec des femmes enceintes et des enfants de moins d'un an, furent hébergés pour quelques jours. Dans une semaine, ils iront rejoindre d'autres camps déjà formés. En attendant, un minicar les amène par petits groupes à la maison des solidarités de Palaiseau, qui jusqu'ici a refusé d'écouter une quelconque doléance concernant les habitants du parking de la gare RER.

Les familles qui n'avaient pas d'hébergement, de loin les plus nombreuses, étaient retenues au bout du parking, encerclées par les CRS et les policiers. Sur le parking, le bulldozer avait déjà rasé les quelques baraques qui avaient été construites récemment et commencé à nettoyer le terrain. Les CRS formaient maintenant un cordon jusqu'à la passerelle de la gare de Massy-Palaiseau.



« A la gare », cria le commandant de police. Les habitants du parking, chargés de sacs et de valises, se mirent lentement en route. Des enfants criaient, des hommes chantaient. Au pied de la passerelle, avant d'entrer dans la gare, il y a eu un arrêt. Un refus d'avancer. Des hommes criaient leur indignation d'être ainsi traités, humiliés. Je me souviens que j'ai dit à un CRS :

« Des policiers, des gens avec des valises et une gare, ça vous rappelle rien ? »

« A la gare », répétait inlassablement le commandant de police. Puisque deux familles devaient être prises en charge à Corbeil par le 115 et qu'une majorité d'habitants du parking avait décidé de s'y rendre pour tenter d'être hébergés, le commandant en profita pour obliger les Tziganes à prendre le train pour Corbeil-Essonnes et ainsi à déguerpir du coin. Tout le monde se retrouva sur le quai du RER C à destination de Corbeil, via Juvisy.



Sur le quai, avec, en fond, cette passerelle en travaux qui ressemble étrangement à un mirador, les images étaient chargées de symboles (les Tsiganes ont été exterminés par les Nazis. L'Etat français, qui a reconnu sa responsabilité dans la Shoah, continue de l'éluder pour ce qui est du Samudaripen, le génocide des Tsiganes.).



Des femmes donnant le sein à leur bébé, assises sur des valises, des enfants qui n'avaient que les sacs et les baluchons pour jouer, des familles entières sur un quai de gare encerclées par la police qui les obligea à monter dans un train. Le RER qui rentra en gare était bleu, blanc, rouge et assorti aux uniformes des policiers qui veillaient à ce que personne ne rate le train.

Le convoi partit de la gare RER C de Massy Palaiseau. A la première station, à Longjumeau, des gens ont voulu descendre du train. Aussitôt, des policiers, ont sauté du train pour les en empêcher. A la correspondance de Juvisy, un groupe qui avait réussi à sortir de la gare a été rattrapé, empêché de monter dans un bus et remis dans le train pour Corbeil.

Une soixantaine d'hommes, de femmes et d'enfants, chargés de sacs et de valises, encadrés par des policiers et guidés par des agents de la SNCF, en plein jour, cela n'émouvait pas grand monde. L'illégalité était là, évidente. Plusieurs fois, je l'ai dit à des policiers ou à des agents de la SNCF. Je l'ai dit à des policiers qui patrouillaient dans le train et qui disaient n'avoir rien à voir avec l'opération.



Ils m'ont dit que j'avais raison, que c'était illégal, qu'ils ne voulaient pas être filmés et ils ont fermé la porte du wagon. Je l'ai signalé à un agent zélé de la SNCF qui m'a dit qu'il rendait service. Je lui ai répété qu'il participait à une opération illégale, il m'a dit qu'il obéissait aux ordres.

Tout le monde disait obéir aux ordres. Les policiers, les agents de la SNCF. Les ordres venaient, paraît-il, de la préfecture. La police qui avait ordre d'expulser avait-elle ordre d'obliger les Roms à prendre le train ?

Depuis quand la SNCF offre-t-elle ses trains et le service de ses agents aux forces de l'ordre ? Jusqu'où cette collaboration est-elle légale ?

Aucune question, aucune compassion

J'ai vu une jeune journaliste qui travaille pour un quotidien voir ce que j'ai vu au départ de la gare de Massy Palaiseau et ne rien dire dans son article sur l'ignominie à laquelle elle a assisté.

A part quelques rares passants, je n'ai entendu aucune question, aucune compassion. Pas un cri de solidarité. J'ai vu des regards hostiles mais surtout la plupart des voyageurs ne semblent pas touchés par ces images. Les Roms de Roumanie sont les étrangers de tout le monde. Les regards se détournent. Les voyageurs qui descendent s'empressent de descendre, ceux qui montent évitent les wagons où s'entassent les Tziganes.



Une fois tous les bagages trimballés pour aller devant le 115 (Croix-Rouge) de l'Essonne, seule une famille sur les trois prévues a pu obtenir un hébergement. Pour les autres, rien. La mairie de Corbeil a envoyé un camion avec trois employés municipaux. Ils ont déchargé des barrières de protection et puis s'en sont allés. La police est passée, le gradé a déclaré « tout est plein dans le coin » et, ne constatant pas de trouble à l'ordre public, s'en est allé. La police municipale de Corbeil, après avoir escorté le cortège de la gare à la Croix-Rouge, observa la

situation puis s'en alla.

Deux types, avec un look très passe-partout, se présentant d'emblée comme deux agents des Renseignements généraux (j'ai pas retenu le nouveau nom du service), ont vite vu qu'il n'y avait pas grand chose à pêcher et s'en allèrent. La Croix-Rouge a offert une espèce de repas...

Un premier groupe se mit en route vers la gare. Une heure plus tard, le dernier groupe qui quitta les lieux - malgré l'assurance de la police qui annonça qu'ils pouvaient s'installer dans le secteur pour la nuit - fut empêché de descendre à toutes les gares jusqu'à la gare du Nord, ultime destination où ils ont enfin pu dormir, dehors, allongés sur les tentes qu'ils ne pouvaient pas déployer pour la nuit...

Photo : expulsion des Roms du parking de la gare de Massy-Palaiseau le 17 septembre (José Vieira).

URL source: <http://www.rue89.com/2008/09/24/la-police-des-gens-expulses-et-une-gare-ca-ne-rappelle-rien>